



7 rue de Téhéran, Paris 8^{ème} (immeuble de bureaux détenu par la SCI)

La SCI ASSURIMMEUBLE est un Fonds d'Investissement Alternatif (FIA)⁽¹⁾ géré par AEW investi en immobilier au sens de la réglementation issue de la Directive AIFM régi notamment par la Directive AIFM et le code monétaire et financier.

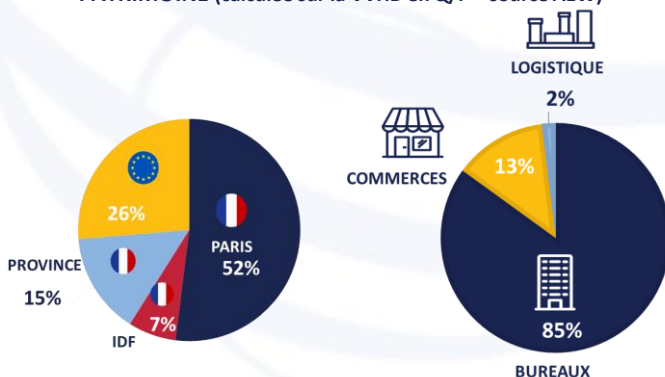
- **Date de création** : 26/10/1994
- **Intervalle de calcul de la VL** : Trimestriel
- **Distribution / coupon** : Annuel

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

- Aucune acquisition n'est intervenue au cours du 1^{er} trimestre 2026.
- Cession d'un actif de bureau parisien au cours du 1^{er} trimestre 2026 pour un montant de 22,4M€ (en quote-part de détention).

La SCI a poursuivi la gestion de son patrimoine sur la période.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE ET TYPOLOGIQUE DU PATRIMOINE (calculée sur la VVHD en Q/P – source AEW)



L'ESSENTIEL au 31/03/2026

Chiffres clés immobiliers



41

Actifs



99 %⁽²⁾

Taux d'occupation Physique (TOP) **



130

Nombre de baux **



99 %⁽³⁾

Taux d'occupation Financière (TOF) **



4 ans⁽⁴⁾

Weighted Average Lease Break (WALB) **



126 310 m²⁽⁵⁾

Surface totale du portefeuille **

Chiffres clés financiers



50,29 € *

Valeur Liquidative unitaire
Valeur de la part définitive au 31 mars 2026 valable au 3^{ème} trimestre 2026.



23 734 867

Nombre d'actions



1,099 Md€⁽⁵⁾ *

D'actifs sous gestion



50,0 M€⁽⁶⁾

Distribution 2025

4,11 %⁽⁶⁾



3/7

Note d'Indicateur de Risque du Fonds
Avec 7 étant le risque le plus élevé

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures, elles ne sont pas constantes dans le temps et ne constituent en aucun cas une garantie future de performance ou de capital.

Sources des données chiffrées : AEW (données T1 2026)

* Dans le contexte présenté dans le « Point Marché » de circonstances particulières illustrées par la remontée des taux de rendement des actifs immobiliers et un certain attentisme des investisseurs, une décote exceptionnelle de valeur est mise en place afin de refléter l'approche opportuniste des acteurs du marché qui se positionneraient à l'acquisition des immeubles du portefeuille Assurimmeuble. Cette décote, en ligne avec les baisses de valeurs anticipées par les experts, sera maintenue dès lors que les incertitudes de marché demeureront. Dans le cas où l'impact prévisionnel de la réalisation du plan d'arbitrage sur la performance de la société serait positif, aucun montant ne sera considéré au titre de la décote d'illiquidité.

** Données hors participation minoritaire gérée par KLEPIERRE.

(1) Fonds d'Investissement Alternatif (FIA) régi notamment par la directive 2011/61 du 8 juin 2011 (la « Directive AIFM ») et les articles L214-24 et suivants du Code monétaire et financier, ainsi que par les dispositions applicables du Code civil et du code de Commerce

(2) TOP : Taux d'Occupation Physique : surface physique occupée / surface totale.

(3) TOF : Taux d'Occupation Financière : loyers signés / loyers potentiels (incluant loyers sur locaux vacants valorisés à la Valeur Locative de Marché).

(4) WALB : Durée moyenne jusqu'à la prochaine date triennale du portefeuille.

(5) En quote-part de détention.

(6) Distribution annuelle effectuée en mars N+1 sur la base des comptes N.

ASSUR IMMEUBLE

T1-2026 | Bulletin Trimestriel

OBJECTIF PRINCIPAL DE LA SCI

La SCI ASSUR IMMEUBLE est un support en unités de compte (UC) disponible dans les contrats d'assurance vie multi-supports.



Achille Peretti, Neuilly sur Seine (immeuble de bureaux détenu par la SCI)

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT *

La stratégie d'investissement vise à constituer un patrimoine immobilier détenu directement ou indirectement, avec une durée de détention minimum indicative de 5 ans.

Cette durée de détention des actifs immobiliers tient compte de l'obsolescence des actifs et des impératifs de travaux attachés. Cette durée de détention diffère de la durée de placement, car elle constitue pour un actif une durée optimale de détention dans des conditions normales de marché. La durée de placement recommandée tient compte du niveau de risque attaché au placement et des cycles immobiliers.

La stratégie principalement visée est une stratégie *Core*, à savoir une stratégie équilibrant l'objectif d'une récurrence de revenus locatifs avec une recherche d'appréciation à long terme des actifs, ainsi, qu'à titre plus accessoire, une stratégie *Value Added*, à savoir une stratégie recherchant la création de valeur, associés à un objectif de rendement des capitaux investis à horizon de 10 ans.

Cette stratégie sera mise en œuvre par la Société de Gestion au moyen (i) d'une sélection d'actifs immobiliers disposant de rendements locatifs établis ou de perspectives favorables et (ii) d'une dispersion géographique (pays de l'OCDE) et sectorielle des actifs.

La durée de placement recommandée est de 10 ans minimum.

* Il convient de se référer au document réglementaire d'information pour une présentation plus détaillée de la politique d'investissement.

STRATEGIE ESG

Fonds Institutionnel article 8 :

Le fonds est classé Article 8 au sens du règlement SFDR, c'est-à-dire faisant la promotion de caractéristiques ESG.

Label ISR :

Le 30 juin 2022 la SCI Assur Immeuble a obtenu le label ISR. Le label est valable 3 ans.

Le 30 juin 2025, la SCI Assur Immeuble a renouvelé le label ISR pour une durée de 3 ans. De nouveaux objectifs d'amélioration ont été fixés pour les 3 prochaines années.

La stratégie d'investissement du fonds vise à améliorer la performance ESG des actifs dans le temps. Le fonds s'inscrit donc dans une démarche dite de « Best-in-progress » permettant d'améliorer le patrimoine immobilier existant, grâce à une grille d'évaluation ESG pour chaque actif, mise à jour annuellement. La grille d'analyse ESG se décline en plusieurs thématiques couvrant les trois piliers Environnement, Social et Gouvernance. Le fonds a fixé une note ESG seuil.

Afin de répondre à cet objectif d'amélioration, cette grille a été définie par AEW et a déterminé des plans d'actions impliquant plusieurs parties prenantes, notamment les locataires et les Property Managers. Ces actions consistent par exemple à installer des compteurs à télérelève pour le suivi des consommations énergétiques, déployer des équipements moins consommateurs en eau, créer des aménagements favorisant le confort des occupants ou encore développer des espaces verts au sein des actifs. La stratégie mise en œuvre vise également à sensibiliser et à favoriser le dialogue avec les locataires, ainsi qu'à impliquer les prestataires de travaux et les Property Managers du fonds.



ASSUR IMMEUBLE

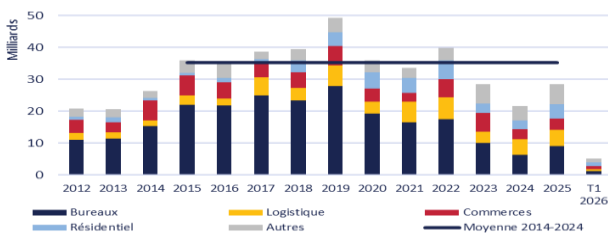
T1-2026 | Bulletin Trimestriel

POINT MARCHÉ T1-2026

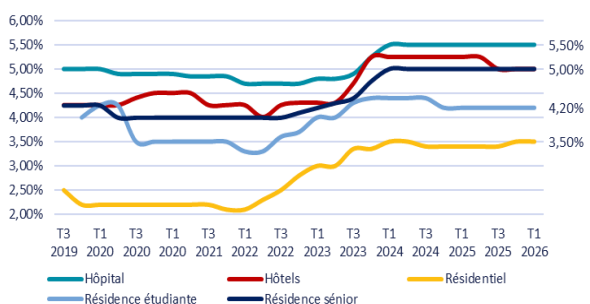
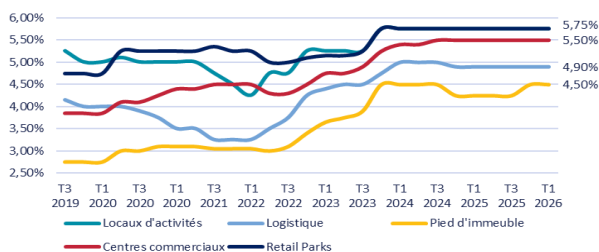
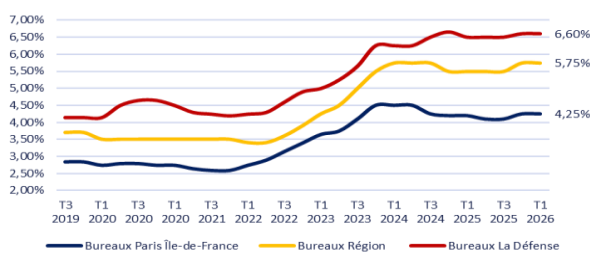
MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT

- Après un début d'année encourageant, le marché de l'investissement en immobilier d'entreprise (y compris résidentiel institutionnel) a été affecté par un environnement politique et international instable.
- Les volumes investis atteignent 4,5 Md€ au T1 2026, en fort recul de 19 % sur un an, soit le niveau le plus faible observé depuis 2013. Trois transactions majeures, dont celle du 91 avenue des Champs-Élysées (322 M€), concentrent une part importante des volumes.
- Les conditions de financement se durcissent, avec une remontée rapide des taux (hausse du swap 5 ans et de l'OAT), conduisant les banques à adopter une approche plus sélective. Dans ce contexte, la prime de risque immobilière se réduit fortement (moins de 40 ppb au plus fort des tensions).
- Malgré des facteurs de soutien structurels, tels que la bonne dynamique des levées de fonds en 2025 et le rôle protecteur de l'immobilier face à l'inflation, les investisseurs restent attentistes.
- Le déploiement des capitaux pourrait être conditionné à une correction plus marquée des prix, afin de restaurer une prime de risque jugée acceptable, autour de 75 à 100 ppb.
- À court terme, le marché pourrait connaître un creux d'activité au second semestre 2026, certaines transactions étant retardées ou suspendues en raison des incertitudes sur le prix.

VOLUMES INVESTIS EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE (MILLIARDS €)



TAUX DE RENDEMENTS EN FRANCE



- En dehors de Paris et en régions, l'activité reste réduite malgré des actifs mis en vente mais dont le prix ne s'aligne pas encore avec les taux cibles d'acquisition.
- Au T1 2026, les taux de rendement prime sont restés stables à 5,75% pour les locaux d'activités et les retail parks, à 5,50% pour les centres commerciaux.
- Les taux de rendement prime restent globalement stables, à 4,25 % pour les bureaux, 4,90 % pour la logistique et 4,50 % pour le commerce. Les taux de rendement pour les établissements médicalisés, les résidences séniors, ainsi que les résidences étudiantes se sont également stabilisées à 5,5%, 5%, et 4,2% respectivement.

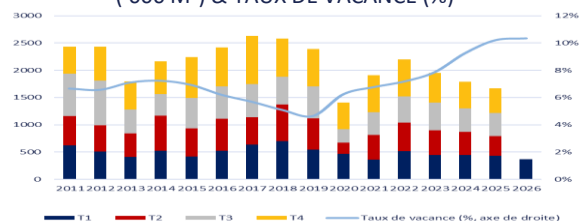
MARCHÉ DE BUREAUX

Île-de-France

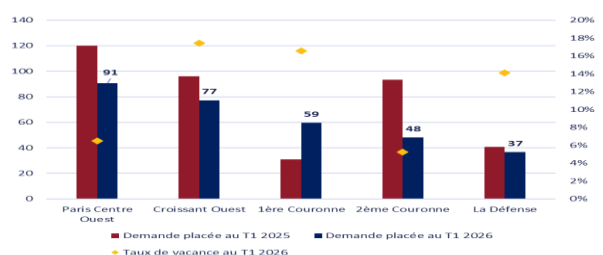
- Le marché locatif des bureaux en Île-de-France débute 2026 avec 367 700 m² commercialisés au T1, en repli de 15 % sur un an et de 21 % par rapport à la moyenne post-Covid.
- Le recul de l'activité s'explique principalement par le manque de grandes transactions (> 5 000 m²), qui chutent de 48 % sur un an, avec seulement 7 opérations recensées.
- Le loyer prime parisien se maintient à 1 250 € HT HC/m²/an depuis mi-2025, mais sur une frange très limitée d'actifs d'exception situés dans le QCA. Ce niveau prime ne reflète pas la réalité du marché global, caractérisé par un desserrement des contraintes d'offre et une montée de la vacance.

- Les mesures d'accompagnement poursuivent leur progression atteignant en moyenne 30,3 % du loyer facial en Île-de-France, en hausse de 4 points sur un an.
- À Paris, les mesures d'accompagnement augmentent sensiblement, à 17,1 % à Paris Centre Ouest et 21,7 % dans le reste de Paris, En périphérie, les « incentives » dépassent quasi systématiquement les 30 %, culminant à 38,2 % à La Défense.
- Au T1 2026, la demande placée a diminué sur un an notamment en première couronne (-48%), mais aussi à Paris Centre Ouest (-24%), dans le Croissant Ouest (-20%), et légèrement à La Défense (-11%).
- L'offre immédiate poursuit sa progression pour atteindre 6,3 millions de m², portant le taux de vacance à 10,3 %, en hausse sous l'effet combiné des livraisons et des libérations de surfaces.
- La hausse de la vacance est particulièrement marquée à Paris, notamment à Paris Centre Ouest (6,5 %) et dans le Reste de Paris (9,6 %), tandis que La Défense se distingue avec une baisse de son taux de vacance (14,1 %).
- Le taux de vacance atteint en revanche 16,6% en première couronne, et 17,4% dans le Croissant Ouest, concentrant les disponibilités dans l'ouest parisien.

ÎLE-DE-FRANCE – DEMANDE PLACÉE EN BUREAUX ('000 M²) & TAUX DE VACANCE (%)



ÎLE-DE-FRANCE – DEMANDE PLACÉE EN BUREAUX ('000 M²) EN GLISSEMENT ANNUEL & TAUX DE VACANCE (%)



Sources : CBRE, AEW Research & Strategy

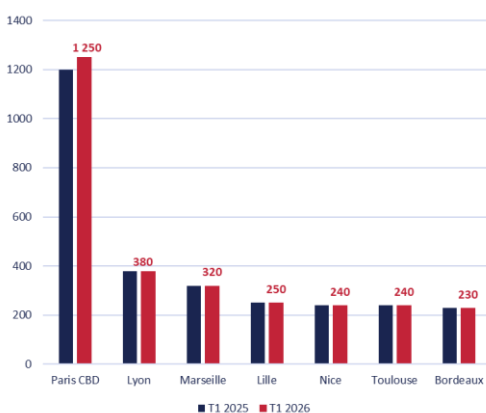
POINT MARCHE T1-2026 (suite)

- Les loyers prime à Paris intra-muros augmentent de +4,1% entre le T1 2025 et le T1 2026, atteignant 1250€/m²/an. Les valeurs locatives à Paris accentuent l'écart avec les autres marchés franciliens, favorisant les arbitrages vers des localisations plus abordables.
- Cette progression s'explique notamment par la hausse des loyers prime du QCA sur les meilleures immeubles bien placés et les mieux équipés.
- En régions, les loyers prime en sont restés stables sur un an.
- En régions, la demande placée en bureaux a reculé entre le T1 2025 et le T1 2026 à Lille (-51%), Bordeaux (-50%) et Marseille (-20%). En revanche, la demande placée en bureaux a augmenté de 6% à Nice, sur la même période.
- Le taux de vacance en régions progresse mais reste en moyenne plus modéré qu'en Ile-de-France.
- Le marché des bureaux en Ile-de-France continue d'être ciblé par les investisseurs sur les localisations prime tandis que l'activité d'investissement reste modérée en périphérie et en régions.
- Le marché de bureaux en régions reste en phase d'attente, sans signal clair de reprise à court terme

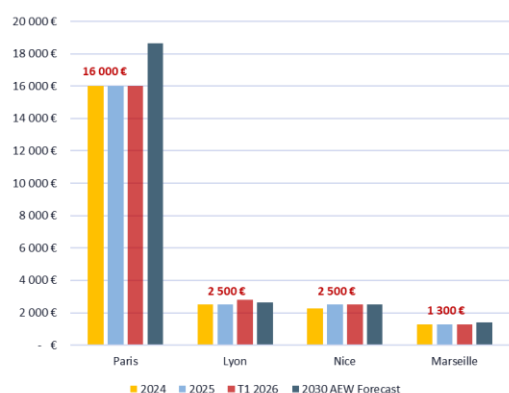
MARCHÉ DES COMMERCES

- Le marché du commerce en France débute 2026 dans un environnement économique fragile, avec des arbitrages de consommation.
- La croissance reste limitée (+0,2 % au T4 2025), tandis que la consommation des ménages progresse faiblement (+0,4 %), La confiance des ménages demeure dégradée (89 points), dans un contexte d'inquiétudes persistantes sur les prix.
- L'Indice des Loyers Commerciaux (ILC), se stabilise et enregistre une baisse de -0,50% au T4 2025, allégeant temporairement la pression locative sur les enseignes. L'indice devrait remonter jusqu'à atteindre 1,7% en 2027, avant de se stabiliser autour des 2,1%, à long terme.
- Suite à leur correction durant la crise sanitaire, les loyers prime des commerces de pied d'immeuble sont restés stables à Paris (16.000 €/m²/an) et Marseille (1.300 €/m²/an), tandis que Nice et Lyon enregistrent une hausse, atteignant 2.500 €/m²/an et 2.800 €/m²/an respectivement au T1 2026.
- Globalement, les loyers prime des centres commerciaux sont restés stables depuis plus de trois ans à Paris, Lyon, Nice et Marseille à 2.300€/m²/an, 1.800 €/m²/an, 1.500 €/m²/an, et 1.300 €/m²/an respectivement.
- En termes d'investissement, le T1 2026 atteint 978 M€ (+16 % sur un an), et représente déjà près de la moitié du volume total enregistré en 2025, dans un contexte économique et financier contraint.
- Les taux de rendement prime en commerces demeurent globalement stables au T1 2026 par rapport au trimestre précédent en centres commerciaux (entre 5,50% et 6%) et les retail parks (entre 5,75% et 6,25%), dans un contexte de contraction des volumes.
- Les taux de rendement des pieds d'immeuble se décompressent, comparé au T1 2026, dans les principaux marchés français; atteignant 4,5% à Paris, 5,3% à Lyon et Nice, et 5,8% à Marseille; soit une hausse de 25 bps sur un an.

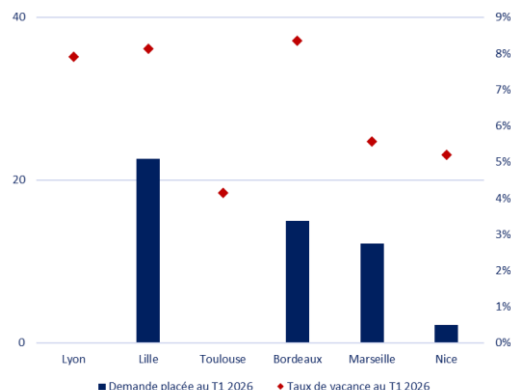
LOYERS « PRIME » BUREAUX (€/M²/AN)



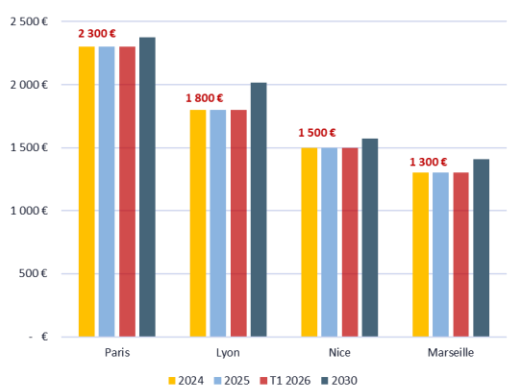
VALEURS LOCATIVES PRIME (€/M²/AN) DES COMMERCES DE PIEDS D'IMMEUBLE EN FRANCE



RÉGIONS – DEMANDE PLACÉE EN BUREAUX EN GLISSEMENT ANNUEL ('000 M²) & TAUX DE VACANCE (%)



VALEURS LOCATIVES PRIME (€/M²/AN) DES COMMERCES DE PIEDS D'IMMEUBLE EN FRANCE



MARCHÉ DE LA LOGISTIQUE

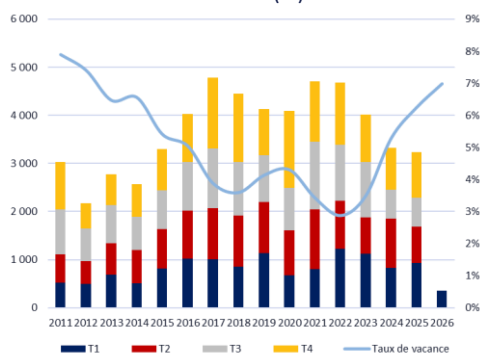
- Le marché locatif logistique en France enregistre un net ralentissement au T1 2026, avec 351 000 m² placés, soit une baisse de plus de 60 % à la fois sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale.
- Ce recul intervient après un T4 2025 dynamique, ayant concentré un certain nombre de décisions d'implantation, créant un effet de contrecoup en début d'année.
- Les prestataires logistiques restent les principaux moteurs du marché, avec 208 500 m² placés, malgré un recul marqué sur un an (-43 %).
- Géographiquement, la demande se répartit de manière équilibrée entre dorsale logistique et marchés secondaires, avec une activité notable dans les Hauts-de-France (69 300 m²) et le Centre-Val de Loire (66 900 m²).
- L'offre immédiate repart à la hausse, dépassant 5,3 millions de m² (+27 % sur un an), sous l'effet du ralentissement des transactions et de la hausse des libérations.
- Le taux de vacance national remonte à 7 %, avec une forte progression du stock de seconde main, qui représente désormais 77 % de l'offre disponible. En Île-de-France, la vacance atteint 10 %, avec des disparités importantes selon les secteurs (de 6 % au nord à 13 % au sud).
- La demande reste majoritairement orientée vers les actifs neufs (57 %), mais ce segment recule plus fortement que la seconde main.
- Entre le T1 2025 et le T1 2026, les loyers prime dans la région parisienne se stabilisent à 89 €/m²/an, tandis que les marchés lyonnais et lillois maintiennent des loyers records à 71€/m²/an et 57 €/m²/an respectivement.
- Le marché de l'immobilier logistique et industriel atteint près de 570 M€ d'investissement au T1 2026, selon les sources préliminaires (-22% sur un an). Le sentiment de marché s'était amélioré en début d'année, tant en termes d'intention que de capacité d'investissement, avant d'être rapidement dégradé par le contexte géopolitique (crise en Iran).

- Le taux de rendement prime en logistique reste stable à 4,90% au T4 2025, dans un contexte où la remontée rapide des taux obligataires, avec une OAT proche de 3,9 %, limite toute compression des taux et pousse certains acteurs à repenser leurs arbitrages.

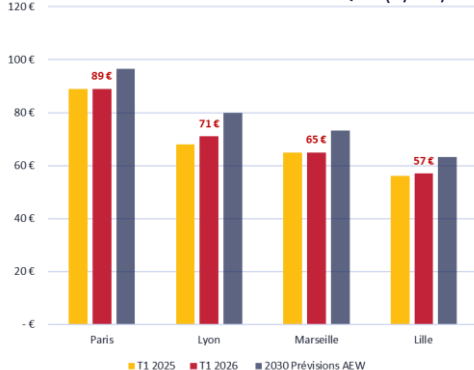
MARCHÉ RÉSIDENTIEL

- À l'échelle nationale, les taux de crédit à l'habitat commencent à progresser depuis septembre 2025, s'établissant à 3,23% en mars 2026, soit -15 pdb sur un an.
- En mars 2026, la durée moyenne des prêts atteint 252 mois, avec près de 49 % des prêts accordés en mars 2026 qui ont une maturité ≥ 25 ans.
- Le taux d'endettement des ménages continue de diminuer (59,4% au T3 2025) après avoir atteint un point haut en 2020, mais reste à un niveau élevé.
- Au T4 2025, les prix des logements anciens repartent à la hausse (+0,5 %), après deux trimestres de baisse, signalant une stabilisation progressive du marché.
- Sur un an, les prix enregistrent une hausse de +1,1 %, marquant un quatrième trimestre consécutif de progression. La hausse est plus marquée pour les appartements (+1,5 %) que pour les maisons (+0,8 %).
- En Île-de-France, les prix sont globalement stables sur le trimestre. Sur un an, les prix des appartements anciens progressent de +1,3, avec une progression de 1,4 % à Paris, et ceux des logements neufs de 0,2%.
- Le résidentiel continue d'être ciblé par les investisseurs. Le marché de l'investissement résidentiel en France débute 2026 avec 1.2 milliards d'euros investis au T1, soit une hausse de 42 % sur un an.
- Les taux prime résidentiels se sont décompressés en 2025. Ils s'établissent au T1 2026 autour de 3,50 % à Paris (résidentiel classique), 4,40 % en régions, et 4,20 % pour les résidences étudiantes (stable).

DEMANDE PLACÉE EN LOGISTIQUE ('000 M²) & TAUX DE VACANCE (%)

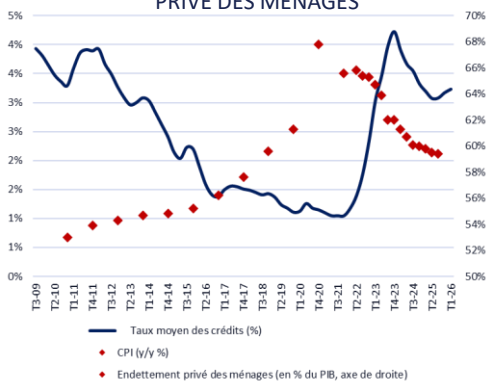


LOYERS « PRIME » EN LOGISTIQUE (€/M²/AN)

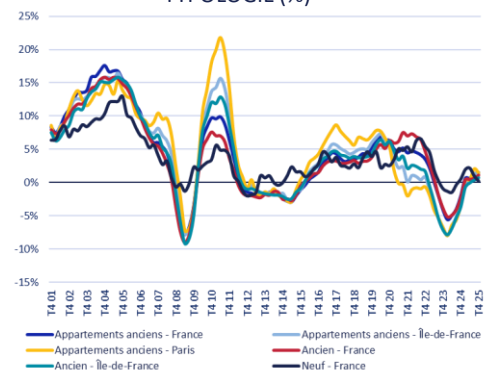


Sources: CBRE, AEW Research & Strategy

FRANCE – TAUX D'INTÉRÊT MOYEN (%) & ENDETTEMENT PRIVÉ DES MÉNAGES



ÉVOLUTION ANNUELLE DES PRIX DES LOGEMENTS PAR TYPOLOGIE (%)



ASSUR IMMEUBLE

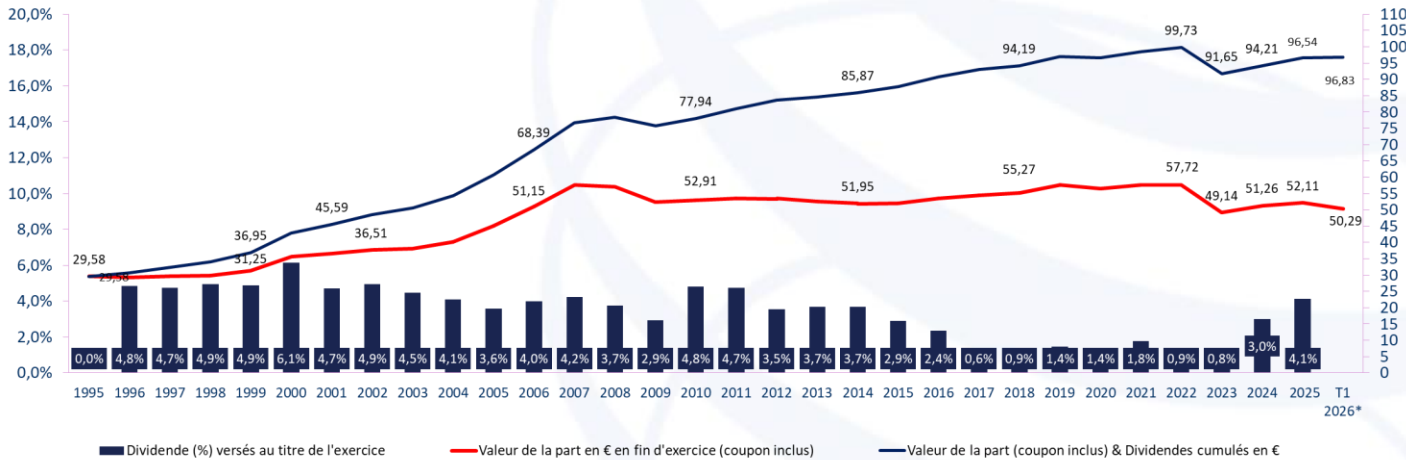
T1-2026 | Bulletin Trimestriel

INDICATEURS DE PERFORMANCE

i

« Un investissement de 30€ à l'origine (acquisition d'une part) a permis de générer 47€ de dividendes et d'obtenir une valeur résiduelle de 50€ »

ASSUR IMMEUBLE - HISTORIQUE DES RENDEMENTS (coupon inclus et en €)



2025* : Valeur de la part coupon inclus au 31 décembre 2025 attestée par les commissaires aux comptes.

- Le taux annuel de distribution 2025 (TD) s'élève à 2,11 € / part, soit un TD de 4,11%.
- Le taux de rendement en capital annuel s'établit à 1,66% sur l'exercice 2025.
- La performance globale annuelle s'établit à 5,77% sur l'exercice 2025.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures, elles ne sont pas constantes dans le temps et ne constituent en aucun cas une garantie future de performance ou de capital.

L'Actif Net Réévalué (ANR) de la SCI ASSUR IMMEUBLE passe de 1 186,6 M€ au T4-2025 à 1 193,5 M€ au T1-2026, soit une hausse de 6,8 M€ qui s'explique essentiellement par les effets suivants :

- La baisse de la valeur globale des actifs du portefeuille à périmètre constant (pour -2,4M€).
- Le résultat généré par les actifs immobiliers et financiers sur la période (pour +9,2M€).

Dans un environnement sensible aux déséquilibres économiques, géopolitiques et sociaux, grâce aux fondamentaux solides d'Assurimmeuble, à la qualité de ses locataires, à la localisation de ses actifs, ainsi que sa stratégie de gestion d'actifs portée sur le long terme, les revenus issus de l'exploitation du patrimoine d'Assurimmeuble ont permis de générer un taux de distribution de **4,11%** en 2025.

Il est rappelé que l'investissement dans l'immobilier doit être effectué dans une optique de détention de long terme, afin d'intégrer les cycles économiques et immobiliers sur un horizon similaire.

L'ANR définitif post distribution au 31/03/2026 s'établit ainsi à 1 194 M€** (soit 50,29 €** par part).



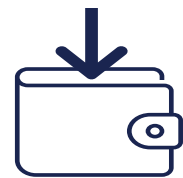
1,194 Md€**

Actif Net Réévalué



50,29 €**

Valeur Liquidative



4,11%

Taux de distribution
2025

Valeur de la part définitive au 31 mars 2026 attestée par les commissaires aux comptes **valable au 3^{ème} trimestre 2026 (hors coupon)

Dans le contexte présenté dans le « Point Marché » de circonstances particulières illustrées par la remontée des taux de rendement des actifs immobiliers et un certain attentisme des investisseurs, une décote exceptionnelle de valeur est mise en place afin de refléter l'approche opportuniste des acteurs du marché qui se positionneraient à l'acquisition des immeubles du portefeuille Assurimmeuble. Cette décote, en ligne avec les baisses de valeurs anticipées par les experts, sera maintenue dès lors que les incertitudes de marché demeureront. Dans le cas où l'impact prévisionnel de la réalisation du plan d'arbitrage sur la performance de la société serait positif, aucun montant ne sera considéré au titre de la décote d'illiquidité.

Les rendements ci-dessus s'entendent nets de frais de gestion de la société de gestion.

Sources des données chiffrées : AEW (Données T1 2026)

VL : Valeur liquidative

Valeur de la société ASSUR IMMEUBLE (immeubles et trésorerie) divisée par le nombre de parts. Elle est actualisée chaque trimestre à partir de 2020.

Dividende

Les loyers nets des charges et des frais immobiliers et de structure. Il est versé une fois par an, en mars ou avril ou mai de l'année N+1 pour les parts détenues en année N.

Performance Globale annuelle

Somme de la variation de la valeur liquidative de la part sur la période et du taux de distribution (TD)

Taux de distribution (TD)

Le TD se détermine pour une année n par la division entre, d'une part la distribution brute versée au titre de l'année n, et d'autre part la valeur liquidative d'une part du 31/12/n-1.

FACTEURS DE RISQUES

Risques généraux (risque immobilier) :

La gestion de la SCI ASSUR IMMEUBLE repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés immobiliers. Les investissements réalisés par ASSUR IMMEUBLE seront soumis aux risques inhérents à la détention et à la gestion d'actifs immobiliers ou de titres non cotés de sociétés à prépondérance immobilières, étant précisé que les différents marchés analysés, tant par typologies d'actifs, que géographiques sont marqués par des cycles conjoncturels liés à l'économie générale et à l'évolution des taux longs.

Enfin, il existe un risque que la SCI ne soit pas investie en permanence sur les marchés, immeubles ou titres les plus performants.

Risque de revenu et risque en capital:

Si le prix des loyers versés par les locataires des actifs détenus par ASSURIMMEUBLE venait à baisser, alors le rendement généré par la SCI ASSUR IMMEUBLE subirait une baisse. De même, si le nombre de biens immobiliers non loués dans le parc de la SCI ASSUR IMMEUBLE augmente, alors le rendement des parts de la SCI pourrait diminuer. Dans ces conditions, ASSUR IMMEUBLE ne présente aucune garantie de performances.

Si le marché immobilier venait à baisser globalement ou localement alors la valeur des biens immobiliers détenus par la SCI ASSUR IMMEUBLE pourrait baisser ainsi que le prix des parts de la SCI. L'investissement dans la SCI ASSUR IMMEUBLE ne présente aucune garantie en capital et il est par conséquent exposé à un risque de perte en capital, notamment en cas de cessions des parts.

Risque de liquidité:

L'investissement dans la SCI ASSUR IMMEUBLE doit s'envisager sur une durée longue. La durée de placement recommandée est fixée à au moins 10 ans.

Risque lié au crédit et de taux :

ASSUR IMMEUBLE n'a pas recours, au 31 mars 2026, à un quelconque financement bancaire. En cas de recours dans le futur à des financements bancaires, la SCI serait exposée à l'évolution des taux de financement et serait soumise à des risques spécifiques liés notamment à la souscription d'engagements contractuels dont le non-respect rendrait la dette exigible. Le recours à des financements bancaires peut augmenter le risque de perte en cas de dévalorisation des actifs immobiliers et peser sur le rendement.

ASSUR IMMEUBLE supporte, par contre, un risque de crédit et de taux sur les liquidités qui pourraient se trouver temporairement investies en bons du Trésor, en instruments du marché monétaire ou en parts et/ou actions d'OPCVM ou de FIA monétaires ou monétaires de court terme.

Risque de contrepartie:

C'est à dire le risque résultant du fait que la contrepartie à une opération ou à un contrat peut faillir à ses obligations avant que l'opération n'ait été réglée de manière définitive sous la forme d'un flux financier. Pour ASSUR IMMEUBLE, cela concerne essentiellement les risques locatifs à savoir le risque de défaillance économique d'un locataire.

A cet effet, ASSUR IMMEUBLE s'efforce d'atténuer ces risques au maximum en procédant à une sélection rigoureuse de ses locataires.

Risque opérationnel:

C'est le risque de pertes dues à des personnes, processus ou systèmes inadéquats ou défaillants, ou résultant d'événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque de fraude interne ou externe, le risque lié aux pannes de systèmes informatiques et le risque juridique. La société de gestion bénéficie d'un dispositif de maîtrise des risques opérationnels incluant des procédures détaillées visant à prévenir la survenance de ces risques, d'un dispositif de contrôle indépendant des fonctions opérationnelles et d'une cartographie des risques opérationnels qui identifie les principaux risques opérationnels potentiels. Ces différents éléments permettent d'anticiper et de prévenir au mieux la survenance d'incidents opérationnels.



FACTEURS DE RISQUES

Risque de durabilité :

Le FIA est sujet à des risques de durabilité tels que définis à l'article 2(22) du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement SFDR »), par un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le processus d'investissement du portefeuille inclut l'approche ESG mentionnée ci-dessous afin d'intégrer les risques de durabilité dans la décision ou le processus d'investissement. La politique de gestion du risque de durabilité est disponible sur le site internet de la Société de Gestion à la rubrique [« Nos engagements ESG »](#).

Intégration de facteurs ESG lors des investissements :

Les études d'acquisition se décomposent en phase pré due diligence et en phase due diligence.

En phase pré due diligence, sont évaluées les principales caractéristiques juridiques, techniques, financières et ESG de l'actif sans recourir à des auditeurs extérieurs. Pour cela l'équipe d'investissement doit renseigner une grille ESG multicritères.

Cette grille est incorporée dans la note d'investissement transmise aux investisseurs, pour la totalité des actifs.

La phase de due diligence vise à évaluer les performances financières qui doivent être compatibles avec les objectifs fixés dans le cadre de la stratégie du fonds. Sont aussi évalués la performance ESG initiale de l'actif et sa compatibilité avec la stratégie retenue.

Elle permet d'élaborer un plan d'amélioration de la performance ESG pour la catégorie des actifs « best in progress. » et d'atteindre le niveau de performance fixé par la stratégie ESG du fonds.

La stratégie de ce fonds prévoit aussi pour les immeubles neufs, la sélection des meilleurs actifs de leur univers de référence, dit actifs « best in class », détenant une certification environnementale avec un haut niveau de performance au minimum « Good » pour la certification Breeam.

Lors des due diligence d'acquisition les audits qui sont réalisés pour évaluer les risques de durabilité sont les suivants:

1. Un audit technique
2. Un audit énergétique
3. Un audit environnemental
4. Un audit ESG

Les coûts associés aux plans d'actions ESG sont intégrés aux prévisions de dépenses des actifs et pris en compte dans les études de rentabilité prévisionnelles des fonds afin de s'assurer du respect des objectifs de rentabilité du fonds.

Il convient de se référer au document réglementaire d'information pour une présentation plus détaillée du profil de risque d'Assur Immeuble.

Ce document est communiqué exclusivement à titre d'information à destination de CNP Assurances et de ses clients. Ce document ne constitue pas une offre de souscription. Les Informations sont fournies sur une base non contractuelle et sont communiquées uniquement pour les besoins des personnes auxquelles elles sont destinées. Les informations qui y sont décrites ne prennent en considération aucun objectif d'investissement spécifique, aucune situation financière, ni aucun besoin particulier de quelque destinataire que ce soit. Toutes les éventuelles projections, prévisions, estimations ou estimations prospectives contenues dans ce document, liées aux attentes concernant des événements à venir ou à la probable performance d'un fonds dans le futur ne sont communiquées qu'à titre d'information et ne doivent en aucun cas être considérées comme une garantie, une assurance, une prédiction, ou une affirmation sur des faits et sur la rentabilité et ne peuvent être utilisées comme telles par leurs destinataires. Les performances passées mentionnées ne constituent en aucune façon un indicateur fiable des performances futures. Les performances mentionnées ne reflètent pas la performance d'un contrat d'assurances mais uniquement celles du support à ce contrat à savoir la SCI ASSUR IMMEUBLE. La souscription à ce véhicule est réservée à CNP Assurances et à ses affiliés.